

**Cahier des Clauses
Administratives Particulières
Procédure n°2025-2509067002**


Supervision d'une Etude de Coûts en Psychiatrie pour l'ATI



Sommaire

1. Dispositions générales	5
1.1 Procédure mise en œuvre et allotissement	5
1.2 Objet du marché	5
1.3 Forme du marché	5
1.4 Montant du marché	5
1.5 Durée du marché	5
1.6 Avenants et marchés complémentaires	6
2. Objet du présent document	6
3. Définitions	6
4. Pièces constitutives du marché	7
4.1 Pièces contractuelles particulières	7
4.2 Pièces contractuelles générales	7
4.3 Pièces non-contractuelles	8
5. Modalités de mise en œuvre des prestations	8
6. Livrables	8
7. Délais et lieux d'exécution	8
7.1 Délai de remise du bilan préalable	9
7.2 Délai de remise du rapport de supervision	9
7.3 Délai de remise d'une table de correspondance ex-OQN	9
7.4 Prolongation des délais	9
7.5 Lieu d'exécution	9
8. Conduite et suivi de l'exécution des prestations	10
8.1 Conduite des prestations	10
8.2 Capacité des personnes chargées de l'exécution des prestations	10
8.3 Changement des personnes nommément désignées en cours d'exécution	10
9. Obligation du titulaire	11
9.1 Assurance	11
9.2 Responsabilité du titulaire	11
9.3 Devoir de conseil	11
9.4 Confidentialité et mesures de sécurité	11

10. Protection des données à caractère personnel.....	12
10.1 Obligations du titulaire	13
10.2 Sous-traitance.....	14
10.3 Obligations de l'ATIH.....	14
10.4 Mesures de sécurité	15
10.5 Sort des données	15
10.6 Assistance et conseil	15
10.7 Traitement des violations de données	16
10.8 Contrôle	16
10.9 Documentation	16
10.10 Traitement de données personnelles par l'ATIH	16
11. Connaissances antérieures	17
11.1 Définition des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards.....	17
11.2 Régime des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards	17
12. Propriété intellectuelle	18
12.1 Définition des résultats	18
12.2 Droits de l'ATIH	18
12.3 Droits du titulaire	20
12.4 Garantie des droits	20
13. Opérations de vérification des prestations – décisions après vérification	21
13.1 Opérations de vérification	21
13.2 Durée et point de départ du délai de vérification	21
13.3 Décisions après vérifications.....	21
14. Les prix du marché	22
14.1 Modalités de détermination des prix	22
14.2 Contenu des prix	22
14.3 Rémunération en cas d'abandon de l'enquête par un établissement.....	22
14.4 Variation des prix.....	23
15. Modalités de paiement	23
15.1 Avance	23
15.2 Acomptes	24
15.3 Délai et modalité de paiement	24
15.4 Contenu de la demande de paiement.....	24



15.5	Intérêts moratoires	25
15.6	Retenue de garantie	25
15.7	Acceptation de la demande de paiement	25
15.8	Paiement pour solde et règlements partiels définitifs	25
16.	Pénalités	26
16.1	Pénalités pour retard	26
16.2	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	26
16.3	Modalités de recouvrement des pénalités	27
17.	Nantissement – Cession de créances	27
18.	Sous-traitance	27
19.	Exécution aux frais et risques du titulaire - Résiliation	28
19.1	Exécution aux frais et risques du titulaire	28
19.2	Résiliation	28
20.	Litiges et attribution de juridiction	28
21.	Dérogations	28

1. Dispositions générales

1.1 Procédure mise en œuvre et allotissement

La procédure mise en œuvre pour cette consultation est celle de l'appel d'offres ouvert.

Un avis de marché a été publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics et au Journal Officiel de l'Union Européenne.

La procédure est décomposée ni en tranches ni en lots.

1.2 Objet du marché

La présente consultation est relative à la passation d'un marché public portant sur la supervision d'établissements des secteurs DAF et QQN dans le cadre d'une enquête de coûts dans le secteur psychiatrie. La première période du marché concerne l'enquête de coûts portant sur les données de l'année 2025.

Le détail des prestations figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.3 Forme du marché

Les prestations font l'objet d'un marché conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande émis sans négociation ni remise en concurrence.

1.4 Montant du marché

Le marché est conclu **sans quantité minimale et avec les quantités maximales suivantes par type d'établissements à superviser pour sa durée totale, reconductions comprises :**

- **ex-DAF : 280 établissements à superviser ;**
- **ex-QQN : 100 établissements à superviser.**

Les quantités maximales correspondent à l'engagement du titulaire d'exécuter les prestations commandées par l'ATIH à hauteur de ces quantités durant la durée du marché.

1.5 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un an à compter du 1^{er} avril 2026, ou de sa date de notification si cette dernière est postérieure.

Il pourra être **reconduit trois (3) fois pour une durée d'un an par période**.

La reconduction est tacite si l'ATIH ne notifie pas au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché au plus tard deux mois avant l'échéance de la période en cours.

Le titulaire du marché ne peut s'opposer à sa reconduction.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction, la validité du marché court jusqu'au terme de la période en cours. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

1.6 Avenants et marchés complémentaires

Le marché pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles L2194-1, L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Les modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant au marché.

Un ou plusieurs marchés complémentaires ayant pour objet des prestations similaires pourront être conclus avec le titulaire du marché dans les conditions fixées à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

2. Objet du présent document

Le présent document fixe les clauses administratives.

3. Définitions

- « L'acheteur public » ou « pouvoir adjudicateur » est la personne publique qui conclut le marché avec le titulaire. **Il est désigné ci-après par « l'ATIH » ;**
- le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur public. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;
- la « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception, qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de la notification ;
- les « prestations » désignent, selon l'objet du marché, des fournitures ou des services, notamment informatiques ou de télécommunication ;
- la « réception » est la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur public reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. La décision de réception vaut attestation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie ;
- l'« ajournement » est la décision prise par l'acheteur public qui estime que les prestations pourraient être reçues moyennant des corrections à opérer par le titulaire ;

- la « réfaction » est la décision prise par l'acheteur public de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état ;
- le « rejet » est la décision prise par l'acheteur public qui estime que les prestations ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction.
- les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultant de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, ... et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par toute autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

4. Pièces constitutives du marché

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

Les pièces constitutives du marché sont par ordre décroissant de priorité :

4.1 Pièces contractuelles particulières

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- la note méthodologique du titulaire ;
- les bons de commande.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'ATIH font foi.

4.2 Pièces contractuelles générales

- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).

Le CCAG-PI susvisé n'est pas joint au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Le titulaire ne pourra donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

4.3 Pièces non-contractuelles

- La décomposition indicative des prix forfaitaires du présent marché.

5. Modalités de mise en œuvre des prestations

Le marché est mis en œuvre par l'émission de bons de commande datés et signés par la Directrice générale de l'ATIH ou par toute personne habilitée à cette fin, en cours d'exécution du marché.

Les bons de commande sont notifiés par l'ATIH au titulaire.

La liste des établissements concernés par l'enquête de coûts sera annexée au bon de commande.

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire, qui a seul compétence pour formuler des observations auprès de l'ATIH.

Chaque bon de commande est transmis par l'un des moyens ci-dessous :

- par voie électronique avec un accusé de lecture et/ou de réception par le titulaire ;
- le cas échéant, par courrier recommandé avec accusé de réception.

A cette fin, le titulaire fournira en début de marché une adresse e-mail valide.

6. Livrables

Le titulaire s'engage à transmettre l'ensemble des livrables mentionnées dans le CCTP et dans les délais prescrits à l'article suivant.

Le titulaire s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

7. Délais et lieux d'exécution

Sauf stipulation contraire dans les pièces contractuelles, les délais du présent marché sont exprimés en jours et en mois calendaires et expirent à minuit le dernier jour du délai.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-PI, la date de début et de fin d'exécution des prestations seront indiquées dans le bon de commande. A défaut, les prestations démarrent à compter de la date de notification du bon de commande.

En cas de dépassement des délais figurant ci-après, le titulaire encourt l'application de pénalités de retard dans les conditions précisées à l'article 16 du présent CCAP.

7.1 Délai de remise du bilan préalable

Pour la période initiale du marché, le titulaire devra transmettre le bilan préalable à l'ATIH au plus tard le 30 juin 2026.

Pour les périodes suivantes, la date de transmission du bilan préalable sera fixée dans le compte-rendu de la réunion de lancement de la campagne concernée.

7.2 Délai de remise du rapport de supervision

Pour chaque établissement supervisé, le titulaire est tenu de remettre à l'ATIH le rapport de supervision visé à l'article 5.1 du CCTP dans un délai maximum de quatre semaines à compter de la dernière date de dépôt de données par l'établissement sur la plateforme de l'ATIH.

7.3 Délai de remise d'une table de correspondance ex-OQN

Pour chaque campagne, le titulaire est tenu de remettre à l'ATIH la table de correspondance des ex-OQN visé à l'article 5.2 du CCTP dans un délai de 30 jours suivant la réunion de lancement.

7.4 Prolongation des délais

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'ATIH dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

7.5 Lieu d'exécution

Les prestations seront principalement exécutées dans les locaux du titulaire.

Les réunions de lancement et de clôture de campagne auront lieux en présentiel (dans les locaux lyonnais de l'ATIH) et en distanciel.

Les prestations pourront donner lieu à des déplacements du titulaire en France (métropole et DROM). Ces derniers sont compris dans le prix des prestations.

8. Conduite et suivi de l'exécution des prestations

Cet article déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-PI.

8.1 Conduite des prestations

Les prestations seront exécutées conformément aux conditions définies dans le CCTP.

Les travaux de rédaction et de reproduction des divers documents sont à la charge du titulaire et sont compris dans les prix du marché.

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché conformément aux besoins définis dans le CCTP.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat en ce qui concerne la remise des livrables. Le titulaire n'est, en revanche, tenu qu'à une obligation de moyens en ce qui concerne la participation des établissements jusqu'au terme de l'étude de coûts.

Pour l'exécution du marché, le titulaire doit affecter à l'exécution des prestations une équipe de personnes qui seront nommément désignées dans le cadre de sa note méthodologique. Parmi elles, il devra nommer un référent privilégié tel que spécifié dans le CCTP.

8.2 Capacité des personnes chargées de l'exécution des prestations

Cette équipe devra avoir les compétences nécessaires pour la réalisation des prestations mentionnées à l'article 6 du CCTP.

L'ATIH se réserve la possibilité de récuser un membre de l'équipe du titulaire dont la qualité du travail réalisé s'avère insuffisante, malgré les demandes d'amélioration réclamées au préalable.

8.3 Changement des personnes nommément désignées en cours d'exécution

En cas d'empêchement d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire du marché s'engage à avertir l'ATIH dans les meilleurs délais, à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations et à la remplacer, après accord de l'ATIH, par un agent justifiant de compétences d'un niveau équivalent dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

9. Obligation du titulaire

9.1 Assurance

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à remettre à l'ATIH, sur simple demande et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette dernière, les attestations de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Il s'engage à informer expressément l'ATIH de toute modification ultérieure de ses contrats d'assurance.

9.2 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de l'attitude de son personnel concernant les obligations de discrétion et de sécurité.

Il est également responsable du personnel, en toute circonstance, et pour quelque cause que ce soit, en particulier :

- des accidents du travail ;
- des accidents survenant du fait du personnel ;
- des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ;
- des vols sur le site imputables à ce personnel.

9.3 Devoir de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil pendant toute la durée du marché à l'égard de l'ATIH.

Il informe l'ATIH de tout risque de non-respect des délais d'exécution. Il lui propose les mesures appropriées au respect des délais et à la bonne exécution du marché.

9.4 Confidentialité et mesures de sécurité

Conformément à l'article 5 du CCAG-PI le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, données, études et décisions, dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces données, informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les données auxquelles a accès le titulaire durant l'exécution du marché sont confidentielles et ne doivent pas être divulguées ou retransmises à des personnes physiques ou morales non autorisées ou non habilitées.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

Ces données ne pourront être utilisées par le titulaire à des fins autres que celles prévues par le marché. Le titulaire est tenu au secret professionnel tel que défini par les articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Ces règles de confidentialité s'appliquent notamment au personnel du titulaire et de son éventuel sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution du marché.

L'obligation de confidentialité s'applique même après l'échéance du marché.

L'ATIH se réserve la possibilité de procéder à des audits dits de « sécurité » : ces audits pourront être réalisés par les services de l'ATIH ou par des tiers afin de s'assurer des garanties réelles mises en place par le titulaire.

En cas de non-respect de la présente clause de confidentialité, le titulaire, ou le cas échéant son sous-traitant, s'expose à des sanctions pénales et à des pénalités dans les conditions prévues à l'article 16.2 du présent CCAP. De même, l'ATIH pourra résilier immédiatement le marché sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra réclamer.

10. Protection des données à caractère personnel

En complément de l'article précédent et conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée et au RGPD (Règlement de l'UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données personnelles), le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations relatives aux données à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Cet article déroge à l'article 5.2 du CCAG-PI.

Pour l'application du présent article, le terme :

- « Données » désigne toute information ou tout fichier transmis au titulaire par l'ATIH en vue de la mise à disposition de ces données aux tiers pour laquelle l'ATIH a mandaté le titulaire ;
- « Données à caractère personnel » désigne toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.
- « Traitement de données à caractère personnel » désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations portant sur des données à caractère personnel, quel que soit le procédé utilisé, et notamment la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission,

diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction.

- « Violation de données à caractère personnel » désigne une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.
- « Responsable de traitement à caractère personnel » désigne la personne qui définit les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel. Dans le cadre du présent marché, l'ATIH est considérée comme « responsable de traitement ».
- « Sous-traitant » désigne la personne morale effectuant une opération de traitement de données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre du présent marché, le titulaire est considéré comme « le sous-traitant » de l'ATIH au sens du RGPD.

10.1 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du présent marché, sans l'accord préalable de l'ATIH ;
- à ne recueillir et à traiter que des données personnelles strictement nécessaires à l'exécution des prestations pour lesquelles il a été mandaté ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas utiliser les données dans le cadre du marché à des fins autres que celles spécifiées dans le CCTP et le présent CCAP ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- et en fin de marché à procéder, selon les instructions de l'ATIH soit à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies au terme de la prestation de service ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées de l'ATIH. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'ATIH. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il

doit informer l'ATIH de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- garantir la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées pour le compte de l'ATIH ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation et/ou les instructions nécessaires en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services proposés, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- communiquer à l'ATIH le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPD/DPO) ;
- Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées dans le cadre de l'exécution de ce marché comprenant :
 - Les données à caractère personnel traitées et les catégories de traitements effectuées pour le compte de l'ATIH dans le cadre du marché ;
 - Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas de transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
 - une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

10.2 Sous-traitance

Le titulaire peut faire appel à un autre sous-traitant, désigné ci-après par le terme « sous-traitant ultérieur » au sens du RGPD, pour mener des activités de traitement spécifiques en lien avec le présent marché.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'ATIH. Il appartient au titulaire, sous-traitant initial, de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation en vigueur applicable à la protection des données personnelles.

Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'ATIH de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de l'exécution de ses obligations.

10.3 Obligations de l'ATIH

L'ATIH, en tant que responsable de traitement, s'engage à :

- documenter par écrit toute instruction complémentaire au présent marché concernant le traitement de ces données ;

- veiller, au préalable et pendant toute la durée du marché, au respect des obligations prévues par la réglementation en vigueur applicable à la protection des données personnelles de la part du titulaire en tant que sous-traitant ;
- superviser la mise à disposition des données par le titulaire aux utilisateurs procédant aux traitements de ces données dans le cadre de leur autorisation, y compris à réaliser le cas échéant les audits et les inspections auprès du titulaire.

10.4 Mesures de sécurité

La mise en œuvre des traitements de données à caractère personnel doit s'effectuer dans le respect de la législation et réglementation française et européenne relative à la protection des données à caractère personnel.

Le titulaire prend toute mesure utile afin d'assurer la sécurité des traitements qu'il réalise pour le compte de l'ATIH.

10.5 Sort des données

Aucune donnée personnelle ne sera utilisée par le titulaire ou son sous-traitant au-delà de l'échéance du marché ni conservée, sauf obligation légale de conservation.

Le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de l'exécution du présent marché dans un délai de 3 mois à compter de l'échéance du marché.

Il adresse à l'ATIH un document écrit, signé par son représentant légal, attestant qu'il a procédé à la destruction des données.

10.6 Assistance et conseil

Le titulaire aidera l'ATIH à remplir ses obligations fixées par les articles 32 à 36 du RGPD et plus particulièrement :

- en cas de nécessité de communication aux personnes concernées à la suite d'une violation de données à caractère personnel ;
- en cas de réalisation d'une analyse d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire apporte également son concours à l'ATIH pour la réalisation de consultations préalables de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) et/ou dans le cadre d'opérations de contrôle éventuellement mises en œuvre par la CNIL à l'encontre de l'ATIH. A ce titre, le titulaire transmet à l'ATIH tous documents utiles.

10.7 Traitement des violations de données

Le titulaire notifie à l'ATIH toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance à l'adresse suivante : donneespersonnelles@atih.sante.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

10.8 Contrôle

L'ATIH se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Conformément à l'article 30-2 du Règlement Général sur la Protection des Données personnelles (UE) 2016/679 (« RGPD »), si le prestataire effectue un traitement pour le compte de l'ATIH, le titulaire tiendra à jour un registre précisant :

- les catégories de traitements effectués pour l'ATIH ;
- une description générale des mesures de sécurité mises en œuvre ;
- les coordonnées de son Délégué à la Protection des Données (DPO).

L'ATIH pourra procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations de sécurité par le titulaire.

Le prestataire devra mettre à la disposition des représentants de l'ATIH mandatés toutes les informations nécessaires pour permettre la réalisation d'audits de conformité au RGPD, conformément à l'article 28-3 h) du RGPD.

10.9 Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'ATIH, à sa demande, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations légales et réglementaires et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'ATIH ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

10.10 Traitement de données personnelles par l'ATIH

Le titulaire est informé que l'ATIH recueille des données à caractère personnel dites de « contact » comprenant les noms, prénoms, adresses électroniques et numéros de téléphone professionnels des personnels du titulaire pour les besoins de la passation et de l'exécution du présent marché comprenant notamment :

- le traitement des demandes de paiement du titulaire ou de ses sous-traitants et la mise à jour de sa base de données relative à ses prestataires de services ;
- la création d'un compte « PLAGÉ » pour l'accès du personnel du titulaire à la plateforme informatique dédiée au support gérée par l'ATIH.

L'ATIH est le responsable de traitement agissant dans le cadre d'une mission d'intérêt public et légitime.

Les informations sont conservées 5 ans à compter de l'échéance du marché.

Les droits d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité des données du personnel du service pourront être exercés par les personnes concernées auprès de l'ATIH par voie postale à l'ATIH - Secrétariat Général - 117 boulevard Vivier Merle 69329 cedex 03 Lyon ou par courriel à donneespersonnelles@atih.sante.fr.

11. Connaissances antérieures

11.1 Définition des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

En complément des dispositions de l'article 32.2 du CCAG-PI, il est précisé que les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché et appartenant à l'ATIH sont tous les documents, bases de données, rapports (etc...) remis au titulaire ainsi que toutes les corrections éventuelles apportées par l'ATIH aux différents livrables remis dans le cadre des prestations commandées.

Aux termes de l'article 32.3 du CCAG-PI, les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

11.2 Régime des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

Il est fait application des articles 33 et 34 du CCAG-PI.

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

L'ATIH et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre. A défaut, ces connaissances seront considérées comme des résultats. Ces éléments sont notamment fixés dans sa note méthodologique.

La concession des droits sur les connaissances antérieures (standards et non standards) est comprise dans les prix du marché. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

Connaissances antérieures (hors standards) :

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'ATIH à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'ATIH, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'ATIH que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Connaissances antérieures standards :

Si le titulaire envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'ATIH. Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'ATIH. Le prix de cette licence est compris dans les prix du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

12. Propriété intellectuelle

12.1 Définition des résultats

En complément de l'article 32 du CCAG-PI, les résultats désignent, dans le cadre du présent marché, notamment les livrables mentionnés aux articles 4 et 5 du CCTP.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'ATIH en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

12.2 Droits de l'ATIH

Le titulaire accorde à l'ATIH les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les pièces contractuelles et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant des prestations commandées dans le cadre du présent marché.

Les besoins d'utilisation de l'ATIH comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service de l'ATIH et de ses autorités de tutelle de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'ATIH.

Le titulaire cède à l'ATIH les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au présent marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au présent marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG-PI, **la cession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats est consentie à l'ATIH à titre exclusif**. L'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures.

Le prix de cette cession est compris dans les prix du marché. Le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Le titulaire garantit à l'ATIH qu'il n'a procédé et ne procédera à aucun dépôt sur les résultats du marché.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'ATIH. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'ATIH.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables au présent marché.

L'ATIH a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du présent marché.

L'ATIH peut librement publier les résultats sous réserve des obligations de confidentialité et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'exigence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du présent marché et la nature des résultats.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

Par dérogation à l'article 35.4.3 du CCAG-PI, seule l'ATIH dispose librement des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

12.3 Droits du titulaire

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

Par dérogation à l'article 35.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas autorisé à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'ATIH pour l'exécution du marché ni à les publier.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats. A ce titre, le titulaire a la possibilité de citer la prestation qu'il a réalisée à titre de référence, sans enfreindre l'obligation de confidentialité prévue au présent CCAP.

Toute publication des résultats par l'ATIH doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

12.4 Garantie des droits

En application de l'article 35.4.2 du CCAG-PI, le titulaire garantit à l'ATIH, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

13. Opérations de vérification des prestations – décisions après vérification

Cet article déroge à l'article 28.5 du CCAG-PI.

13.1 Opérations de vérification

Les prestations objets d'un bon de commande seront vérifiées par l'ATIH après exécution de l'ensemble des prestations du bon de commande.

La représentante de l'ATIH, ou une personne dûment habilitée, effectuera les opérations de vérifications nécessaires permettant d'établir que les prestations ont été exécutées conformément aux stipulations des cahiers des clauses techniques et administratives et aux engagements du titulaire dans son offre. L'ATIH s'assurera également que tous les livrables ont été transmis par le titulaire.

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées dans les locaux de l'ATIH sans que le titulaire ne soit avisé au préalable.

En cas d'abandon de l'enquête de coûts par un établissement, l'admission de la prestation de supervision exécutée par le titulaire ne sera prononcée, que si l'ATIH a effectivement prononcé ou entériné l'abandon de l'enquête par l'établissement concerné.

13.2 Durée et point de départ du délai de vérification

L'ATIH dispose d'un délai de deux (2) mois pour effectuer ses vérifications et notifier sa décision au titulaire après exécution de l'ensemble des prestations objets d'un bon de commande (réunion de bilan comprise) et après avoir réceptionné l'ensemble des livrables visés dans le CCTP.

En l'absence de décision de l'ATIH dans le délai prévu à l'alinéa précédent, les prestations sont réputées admises à l'expiration de ce délai.

13.3 Décisions après vérifications

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sera prononcée par le représentant de l'ATIH, habilité à cet effet, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

14. Les prix du marché

14.1 Modalités de détermination des prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires forfaitisés dont le libellé est donné dans l'acte d'engagement.

En cas d'abandon de l'enquête de coûts par un ou plusieurs établissements, la rémunération du titulaire sera modulée dans les conditions prévues à l'article 14.3 du présent document.

14.2 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés complets ; ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance, la participation aux diverses réunions et la remise des livrables prévues dans les pièces du marché, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix incluent également les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement éventuel des intervenants nécessaires à l'exécution des prestations du marché.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues au CCTP.

Les prix incluent le coût de la cession des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats tels que prévus dans le présent document ainsi que la concession des connaissances antérieures du titulaire.

14.3 Rémunération en cas d'abandon de l'enquête par un établissement

Les cas d'abandon de l'enquête par un établissement sont précisés à l'article 9 du CCTP.

Le 1^{er} cas d'abandon ne donne lieu au versement d'aucune rémunération du titulaire au titre de la supervision de l'établissement concerné.

Le 2^{ème} cas d'abandon de l'enquête de coût par un établissement donne lieu au paiement d'un prix « modulé » égal à 40 % du prix initial de la prestation de supervision de l'établissement concerné.

Le prix « modulé » est calculé sur la base du prix initial de la prestation tel que figurant dans le bon de commande.

Le prix « modulé » de la prestation de supervision de l'établissement concerné sera réglé en lieu et place du prix initial de la supervision de l'établissement qui a abandonné l'enquête de coût tel que figurant dans le bon de commande.

14.4 Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo, correspondant au mois de remise des offres.

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de la notification du marché à partir de l'année N+1.

La révision des prix est calculée par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times \frac{S_n}{S_o}$$

dans laquelle :

P_n = prix révisé

P_o = prix initial du marché

S_n = dernière valeur de l'indice SYNTEC révisé du mois de **décembre précédant la révision** publiée par la Fédération Syntec

S_o = valeur de l'indice SYNTEC révisé du mois Mo publiée par la Fédération Syntec

Mo = **janvier 2026**

Le titulaire adressera à l'ATIH la liste des prix du marché révisés ainsi que le détail de leur calcul.

15. Modalités de paiement

15.1 Avance

L'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-PI est appliquée dans le cadre du présent marché.

Si le titulaire souhaite bénéficier d'une avance pour chaque bon de commande dont le montant total est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois, il renseignera à cet effet l'article 2.4 de l'acte d'engagement.

Le sous-traitant admis au paiement direct peut également bénéficier d'une avance dans les mêmes conditions visées à l'alinéa ci-dessus. S'il souhaite bénéficier de l'avance, le sous-traitant remplit à cet effet la rubrique relative aux conditions de paiement figurant dans la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4).

Le montant de l'avance est égal à **10 % du montant toutes taxes comprises (TTC) du bon de commande**.

Si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une **Petite ou Moyenne Entreprise (PME)**, au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à **30 %**.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont celles prévues par les dispositions des articles R2191-6 et suivants du code de la commande publique.

15.2 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Des acomptes pourront être versés trimestriellement à terme échu.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement. Lorsque le titulaire remet à l'ATIH une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les acomptes ne sont pas des règlements définitifs, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas le caractère de paiements non susceptibles d'être remis en cause conformément aux dispositions de l'article R2191-20 du code de la commande publique.

15.3 Délai et modalité de paiement

L'ATIH se libérera des sommes dues en exécution du présent marché par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture (délai global de paiement).

15.4 Contenu de la demande de paiement

Lorsque le titulaire remet à l'ATIH, une demande de paiement (facture), il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire est seul habilité à présenter à l'ATIH la demande de paiement. Il est également le seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Toute demande de paiement des prestations portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le **numéro d'identification unique du marché** concerné indiqué dans l'acte d'engagement, sa date de notification ainsi que le numéro et la date de chaque avenant éventuel ;
- les nom et adresse du titulaire ;
- le montant des prestations admises établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles, ainsi que le montant TTC ;
- le montant total H.T. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C. ;
- la date ;
- le cas échéant, le montant des prestations effectuées par chaque opérateur économique du groupement ;
- le cas échéant, les modalités de calcul de révision des prix.

Les factures électroniques sont **adressées impérativement sur la plateforme de l'Etat « Chorus Pro »** dans les conditions fixées par l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et l'arrêté du 9 décembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique.

Toute facture, non conforme aux stipulations du présent marché, sera renvoyée systématiquement au titulaire qui devra présenter une nouvelle facture conforme. La facture renvoyée est accompagnée d'une lettre précisant les motifs du rejet.

Il appartient au titulaire d'utiliser tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission de ses factures.

15.5 Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article L2192-12 du code de la commande publique, le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par l'ATIH à l'expiration du délai de paiement visé à l'article 15.3 du présent CCAP.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont dus au créancier de l'ATIH dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du code la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

15.6 Retenue de garantie

Il n'est pas exigé de retenue de garantie pour l'exécution du présent marché.

15.7 Acceptation de la demande de paiement

L'ATIH accepte ou rectifie la demande de paiement. Elle la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'ATIH, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

L'ATIH arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, elle le notifie ainsi arrêté au titulaire.

15.8 Paiement pour solde et règlements partiels définitifs

Dès l'admission des prestations, le titulaire adresse à l'ATIH sa demande de paiement.

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-PI, si le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de quarante-cinq jours calendaires à compter de l'admission des prestations,

l'ATIH peut, sans mise en demeure préalable, procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'ATIH règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

16. Pénalités

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

16.1 Pénalités pour retard

En cas de dépassement des délais contractuels visés à l'article 7 du présent CCAP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à **100 € par jour calendaire de retard et par livrable concerné**.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré sous réserves de l'application du 2^{ème} alinéa de l'article 7 du présent CCAP.

Toute journée entamée est due dans son intégralité.

Le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités. Toutefois, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire, pour un même bon de commande, ne pourra être supérieur à **10 %** du montant total hors taxes du bon de commande.

16.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité et de protection des informations confidentielles impliquant ou non des données à caractère personnel, les pénalités ci-dessous seront appliquées sans mise en demeure préalable :

- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à **0,5% du montant exécuté du marché public** à la date de constatation du fait générateur ;
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à **10% du montant exécuté du marché public** à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateur, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

16.3 Modalités de recouvrement des pénalités

Le montant des pénalités sera calculé par l'ATIH à l'issue de chaque prestation jugée non conforme et sera notifié au titulaire.

Le recouvrement des pénalités sera effectué à l'issue de chaque prestation jugée non conforme par l'émission d'un titre de recette.

17. Nantissement – Cession de créances

Le présent marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions définies par l'article R2191-45 du code de la commande publique.

Conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises (dite loi Dailly), la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ATIH.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique est la personne responsable du pôle budget, gestion et comptabilité de l'ATIH.

18. Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans le marché sous réserve d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le représentant de l'ATIH.

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies à l'article L2193-5 et des articles R 2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution est obligatoire lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à **600 € TTC**.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

19. Exécution aux frais et risques du titulaire - Résiliation

19.1 Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, l'ATIH se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;
- soit en cas résiliation du marché pour faute du titulaire si la décision de résiliation le mentionne.

19.2 Résiliation

L'ATIH pourra procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

20. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues à l'article 43 du CCAG-PI, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction administrative de Lyon.

21. Dérogations

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-PI :

Articles du CCAP	Libellé de l'article	Articles du CCAG-PI
4	Pièces constitutives du marché	4.1
7	Délais et lieux d'exécution	13.1.2
8	Conduite et suivi de l'exécution des prestations	3.4.1
10	Protection des données à caractère personnel	5.2
12.2	Droits de l'ATIH	35.2.1, 35.4.3
12.3	Droits du titulaire	35.3

Articles du CCAP	Libellé de l'article	Articles du CCAG-PI
13	Opérations de vérification des prestations – décisions après vérification	28.5
15.8	Paiement pour solde et règlements partiels définitifs	11.7.2
16	Pénalités	14